

# Document d'information sur le **Soudan**



متوفر أيضا بلغة العربية

Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA) ■ Small Arms Survey

Numéro 5 ■ Janvier 2007

## L'évolution de la guerre autour du Soudan

### La prolifération de groupes armés en République centrafricaine

Le 30 octobre 2006, un groupe de rebelles centrafricain jusque-là inconnu, se faisant appeler l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), a attaqué et occupé la capitale de la préfecture de la Vakaga dans le nord-est de la République centrafricaine (RCA). Le président François Bozizé a immédiatement accusé le Soudan d'assister et d'entraîner la rébellion. Deux semaines plus tôt, des forces rebelles soutenues par le Soudan avaient attaqué l'armée tchadienne à N'Djamena, la capitale. Bien que le rôle du Soudan dans ces événements n'ait pas été confirmé officiellement, il semblerait que les activités des groupes armés au Soudan, au Tchad et en RCA soient de plus en plus interdépendantes.<sup>1</sup>

A présent, les groupes rebelles armés prolifèrent en RCA, motivés par des ambitions politiques, le sous-développement et le manque criant de perspectives d'emplois viables. La disponibilité d'armes légères et de petit calibre a largement amplifié le danger que présentent les groupes rebelles pour la sécurité régionale et nationale. Dans ce contexte, les Forces armées centrafricaines (FACA) et les Forces multinationales de la CEMAC<sup>2</sup> (FOMUC) ne sont pas en mesure de sécuriser pleinement les frontières de la RCA en dépit d'un soutien militaire français, laissant ainsi le pays en proie à des incursions d'éléments armés en provenance du Soudan et du Tchad.

Ce document d'information étudie l'origine et l'expansion des groupes armés au nord de la RCA ainsi que les

réponses émergentes à l'instabilité dans les zones frontalières avec le Soudan et le Tchad. Une démarche régionale provisoire semble prendre forme alors que les Nations Unies envisage le déploiement de forces de paix auprès du Tchad et de la RCA afin de renforcer le fragile Accord de paix du Darfour.<sup>3</sup> Cependant, un déploiement onusien de grande envergure tardera au moins six mois avant d'atteindre la région alors que les besoins en sécurité de la RCA sont urgents.

Afin que l'opération attendue de maintien de la paix, qu'elle soit nationale ou régionale, réalise ses objectifs, il convient de s'assurer que son mandat, la mobilité de son personnel, la distribution géographique de ses forces ainsi que la durée de sa présence correspondent aux enjeux et besoins actuels. Une réponse inappropriée, inefficace ou tardive ne ferait que déstabiliser davantage la région, encourageant un soutien continu aux groupes armés par le Soudan, des déplacements internes supplémentaires, l'augmentation des flux de réfugiés et la militarisation des personnes déplacées. Le succès de toute mission internationale reposera en grande partie sur une compréhension subtile de la dynamique du paysage sociopolitique de la région.

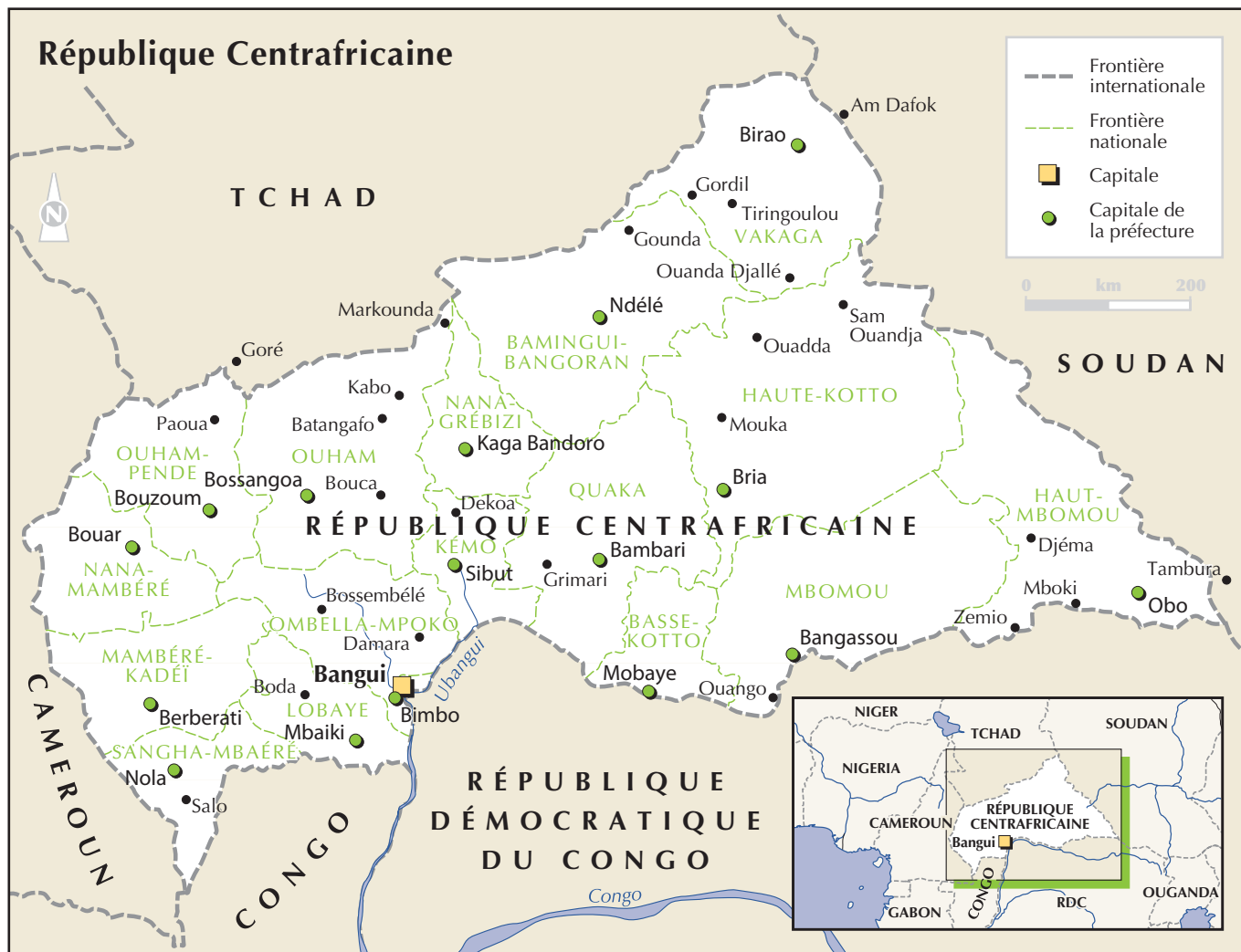
### Les relations entre la RCA et le Soudan

La violence armée au Soudan a déjà eu de graves conséquences sur la RCA bien avant que le conflit au Darfour n'éclate

au grand jour en 2003. Le territoire centrafricain a été un axe stratégique important pendant la seconde guerre civile entre le nord et le sud du Soudan (1983–2005). Des milliers de soldats de l'Armée de libération du peuple soudanais (ALPS) auraient traversé la frontière entre le Soudan et la RCA pendant les années 80, en quête de nourriture et d'abris durant les périodes de sécheresse ou d'offensives militaires musclées. La RCA a également servi de base à partir de laquelle les Forces armées soudanaises ont lancé leurs attaques contre l'ALPS à l'ouest de Bahr-el-Ghazal dans les années 90.<sup>4</sup> Ces affrontements engendrèrent des flux massifs de réfugiés. En effet, à la fin des années 90, près de 36,000 réfugiés issus du Soudan vivaient à Mboki, au sud-est de la RCA. Selon les estimations, la moitié d'entre eux étaient des combattants qui apportèrent avec eux plus de 5000 armes.<sup>5</sup> Ainsi, en 2004, l'ALPS aurait occupé des villes jusqu'à 200 km à l'intérieur du territoire centrafricain.<sup>6</sup>

En décembre 2002, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) fut contraint de fermer l'agence située à Mboki en raison de la grande disponibilité d'armes légères et de l'incapacité de protéger son personnel.<sup>7</sup> Les progrès accomplis dans le cadre du processus de paix entre le nord et le sud du Soudan ont encouragé l'UNHCR à rouvrir le camp de Mboki en 2004. La mise en œuvre d'une nouvelle administration aurait permis de diminuer la disponibilité d'armes et d'apaiser la violence.<sup>8</sup> La situation se serait améliorée davantage grâce au retrait de l'ALPS de la RCA après la signature de l'Accord de paix global en janvier 2005. Le rapatriement volontaire des réfugiés soudanais a déjà commencé. Les derniers convois de retour de près de 8,500 réfugiés au total sont prévus d'ici avril 2007.<sup>9</sup>

Les activités des groupes armés au Soudan, Tchad et en RCA sont de plus en plus interdépendantes.



Les activités des groupes armés au Soudan, Tchad et en RCA sont de plus en plus interdépendantes.

Des groupes militaires du Soudan ont récemment établi des voies de transit dans le nord de la RCA. Par exemple, au début du mois d'avril 2006, des rebelles du Front uni pour le changement démocratique (FUCD), issu du Tchad et basé au Darfour, sous la direction de Mahamat Nour, ont traversé le nord-est de la RCA en vue d'attaquer N'Djamena. Le président Bozizé a réagi en fermant la frontière de la RCA avec le Soudan, un geste politique visant à soutenir le président tchadien Idriss Déby. Etant donné le manque de moyens d'exécution pour appuyer cette décision,<sup>10</sup> le transport d'armes et de combattants armés s'est

poursuivi. Les 25 et 26 avril, un avion-cargo Antonov en provenance du territoire soudanais, atterrit en RCA à Tiringoulou dans la préfecture de la Vakaga et déchargea de l'équipement militaire et environ cinquante hommes en uniforme, qui se dispersèrent dans la région.<sup>11</sup> Les troupes des FACA et les forces de paix de la FOMUC, dépêchées dans cette localité fin juin, entrèrent en conflit avec des hommes armés près de Gordil, faisant au moins trente victimes.<sup>12</sup> Les rebelles auraient cherché à confisquer de l'essence et d'autres vivres mais n'auraient pas émis de revendications politiques.

En dépit de cet événement perturbateur, les relations bilatérales officielles entre le Soudan et la RCA sont, dans l'ensemble, restées civilisées. Par exem-

ple, le Soudan a fourni des soldats aux forces de paix de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)<sup>13</sup>, présentes en RCA en 2001–2002.<sup>14</sup> Bien que le président Bozizé ait maintes fois accusé le Soudan d'appuyer les rebelles de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), basée en RCA (voir tableau 2), il n'a pas rompu les relations diplomatiques. En effet, Bozizé avait prévu de se rendre à Khartoum début décembre 2006. Il déclina l'invitation au dernier moment lorsque Déby menaça de retirer les 150 soldats tchadiens n'appartenant pas à la FOMUC qui patrouillaient la région limitrophe de la RCA près de Goré, ainsi que l'unité tchadienne de sécurité personnelle de Bozizé s'il s'aventurait en territoire soudanais.<sup>15</sup>

Des groupes militaires du Soudan ont récemment établi des voies de transit dans le nord de la RCA.

## Le contexte politique

L'instabilité interne de la RCA et ses politiques de division ethnique ont provoqué des insurrections armées qui, accompagnées d'une importante

## Dans le nord-ouest, des groupes rebelles exploitent la crise entre le Tchad et le Darfour pour étendre leurs zones de contrôle.

criminalité armée, menacent d'aggraver les crises humanitaires sévissant dans les régions limitrophes du Tchad et du Soudan. En outre, l'avènement de groupes armés centrafricains précipite davantage le pays dans un climat de violence sous-régionale.<sup>16</sup> Dans le nord-est, le Soudan aurait soutenu des éléments armés centrafricains, alors que dans le nord-ouest, des groupes rebelles exploitent la crise entre le Tchad et le Darfour<sup>17</sup> afin d'étendre leurs propres zones de contrôle.

Au cours des vingt dernières années, les chefs d'États centrafricains qui se sont succédés ont semé le trouble en établissant des politiques fortement influencées par un système d'identification ethnique. Dans les années 80, le président André Kolingba a placé au sein des FACA des hommes appartenant à son ethnie Yakoma. Son successeur, Ange-Félix Patassé, est allé plus loin en créant des milices constituées selon leurs appartenances ethniques, favorisant notamment les Sara, Kaba, et Gbaya issus de sa région natale. Les tensions ethniques, la marginalisation des FACA et les crises économiques contribuèrent à une vague de mutineries au sein de

l'armée et de tentatives de coups d'État début 1996. Diverses opérations de maintien de la paix ont tenté, avec plus ou moins de succès, d'instaurer un semblant de stabilité (voir tableau 1).

Le gouvernement actuel a accédé au pouvoir par le biais de la violence armée. En mars 2003, le général François Bozizé renversa Patassé avec le soutien actif de Déby. Initialement, les forces de Bozizé battirent en retraite au Tchad, où elles s'entraînèrent et furent renforcées par les tchadiens.<sup>18</sup> Les soldats tchadiens, de patrouille à Bangui avec les troupes de la FOMUC (composées de nombreux tchadiens) garantirent les premiers jours de Bozizé au pouvoir. Celui-ci a d'ailleurs conservé une force de sécurité tchadienne personnelle.

Les aspirations politiques des groupes armés en RCA ne peuvent être dissociées du contexte socio-économique dont elles sont issues. La pauvreté endémique, le sous-développement et le manque d'alternatives de moyens de subsistance en RCA ont donné naissance à des rebellions armées, dont certaines ont des objectifs précis, et à une criminalité armée généralisée, incarnée notamment par les *coupeurs*

*de route* et les *archers* (groupes d'auto-défense armés se livrant à des exécutions sommaires<sup>19</sup>). (Voir encart 1 pour une description du lien entre l'échec du désarmement et l'intensification de l'anarchie ambiante.) En dépit des liens étroits entre la violence armée de nature opportuniste, économique ou politique, les motivations et opérations des groupes armés sont très différentes selon qu'ils soient postés dans le nord-est ou le nord-ouest du pays.

### Groupes armés dans le nord-est de la RCA: le rôle secret du Soudan

Le 30 octobre 2006, avant l'aube, de 50 à 60 hommes armés s'emparèrent de Birao, la capitale de la préfecture de la Vakaga dans le nord-est de la RCA, alors qu'une soixantaine de FACA postés là prirent la fuite. Les insurgés connaissaient bien la disposition de la ville et les roulements de troupes car ils frappèrent deux semaines après l'arrivée de la dernière relève. Les combattants saisirent neuf véhicules que les FACA avaient laissés derrière eux, notamment deux pick-up équipés d'artillerie lourde 14.5 mm. Ils s'emparèrent également de deux mortiers, de mitrailleuses légères et d'une grande quantité de munitions.<sup>20</sup> Les semaines suivantes, ces hommes armés, identifiés par leur porte parole local « capitaine Yao » comme l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR),

Tableau 1 Missions de maintien de la paix en RCA

Nom	Organisation	Dates de déploiement	Capacité maximale	Résumé du mandat
MISAB (Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui)	Coalition ad hoc de volontaires	février 1997 – avril 1998	820	Surveiller la mise en œuvre des Accords de paix de Bangui.
MINURCA (Mission des Nations Unies en République centrafricaine)	ONU	avril 1998 – février 2000	1,350	Prêter concours pour le maintien de la sécurité à Bangui, protéger les installations clés de Bangui, superviser le désarmement; protéger le personnel onusien, apporter une assistance technique aux instances chargées des élections nationales pour les élections de 1998.
CEN-SAD (Communauté des États sahélo-sahariens)	CEN-SAD	décembre 2001 – janvier 2003	300	Aider au rétablissement et à la consolidation de la paix en RCA.
FOMUC (Forces multinationales de la CEMAC)	CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale)	janvier 2003 – à ce jour	380	Promouvoir la sécurité dans le pays, aider à la restructuration des FACA, lutter contre la rébellion dans le nord-est.

Sources: AFP (2006); Berman (2004); France (2006); ISS (2005); UNSC (1998)



### Encart 1 Les fraudes des DDR et des collectes d'armes en RCA et au Tchad

La RCA et le Tchad ont entrepris de grands programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et de collecte d'armes depuis les années 90. Néanmoins, la mauvaise gestion de ces interventions a contribué à l'expansion de groupes armés dans les zones frontalières soudanaises ainsi qu'entre la RCA et le Tchad. Les manipulations politiques, le manque de financement, la faiblesse des critères de sélection et l'incohérence de la tenue des comptes ont entravé davantage l'efficacité de ces programmes.

La RCA a mis en œuvre des programmes de DDR et de collecte d'armes détenues par des civils. Par exemple, entre 1997 et 1998, la MISAB a récupéré plus de 1,500 armes et 500,000 cartouches de munitions, explosifs et détonateurs. Le programme DDR était principalement axé sur les ennemis du président Patassé, conduisant au transfert des armes recueillies (par la MISAB puis par la MINURCA) aux milices progouvernementales et aux entreprises privées de sécurité agissant à titre de garde présidentielle. En 2002-2003, un programme de collecte d'armes détenues par des civils, soutenu par le PNUD, a permis de saisir 1,100 armes à feu et 135,000 cartouches de munitions et explosifs. Environ 220 personnes ont reçu une formation à cet effet. Ces résultats sont bien loin de la collecte escomptée de 10,000 armes et de la formation initialement prévue de 2,000 individus. En outre, les armes ont été remises en circulation au lieu d'être détruites de façon définitive. Un autre programme DDR, dirigé par le PNUD, a démarré en 2004, ciblant 7,500 personnes qui n'ont quasiment pas déposé d'armes. Les retards accumulés du financement du programme de réinsertion ont contribué à de nombreuses manifestations.<sup>21</sup>

Au Tchad, un programme DDR de grande envergure fut lancé après l'arrivée du président Déby au pouvoir en 1990. Près de 27,000 combattants furent démobilisés. Or, un projet ultérieur, financé par la Banque mondiale, ne s'efforça de réinsérer que 10% d'entre eux, soit 2,700 individus.<sup>22</sup> A l'instar de ce qui se produisit en RCA, les armes qui ne furent pas systématiquement recueillies ou détruites furent remises en circulation. Il n'est pas surprenant que l'échec du programme de désarmement et de réinsertion des combattants ait directement conduit à l'intensification des activités des *coupeurs de routes* notoires au Tchad et au nord de la RCA.

prirent le contrôle des villes d'Ouanda Djallé et de Sam Ouandja, et en occupèrent brièvement d'autres dont Ndélé. Leurs membres, au nombre de 150 à 200,<sup>23</sup> avancèrent vers le sud jusqu'à Mouka.

L'UFDR est à présent reconnue comme une coalition constituée de plusieurs groupes armés, composés de combattants tchadiens, soudanais et centrafricains (voir tableau 2). L'UFDR est composée de trois mouvements rebelles: le Groupe d'action patriotique pour la libération de Centrafrique, le Mouvement des libérateurs centrafri-

cains pour la justice, et le Front démocratique centrafricain.<sup>24</sup> Ceux-ci sont actuellement basés près de Gordil et Tiringoulou, une région dont les nombreuses caves procurent des lieux de retraite convoités. Le groupe rebelle tchadien, Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement serait également posté dans cette région.<sup>25</sup> Outre le pillage des stocks mal protégés des FACA, leurs cibles et objectifs, qu'ils soient dirigés vers N'Djamena ou Bangui, restent vagues.

Les chefs rebelles les plus influents visant à faire tomber Bangui sont eux-

mêmes tchadiens et ont déjà été impliqués dans des factions armées en RCA. Les deux chefs politiques, d'une part, Abakar Sabone détenu à Cotonou au Bénin depuis le 25 novembre 2006, et d'autre part, le chef militaire Faki Ahmat alias « Colonel Marabout » se trouvant semblerait-il à Khartoum, sont des ex-libérateurs tchadiens.<sup>26</sup> Michel Detodia, un inconnu sur la scène politique de la RCA, assure être le président du groupe. Il a également été incarcéré à Cotonou.<sup>27</sup> « Capitaine Yao » et Damane Zakaria, un collaborateur politique du président Patassé déchu, figuraient parmi les chefs d'opérations militaires terrestres.<sup>28</sup>

Il est difficile de quantifier le soutien soudanais apporté aux éléments armés basés dans le nord-est de la RCA notamment car ils ne constituent pas une entité homogène. Certains ont reçu un entraînement militaire (à l'intérieur comme à l'extérieur du Soudan) mais d'autres affirment avoir été enrôlés de force dans leur village d'origine en RCA.<sup>29</sup> Les chefs rebelles possédaient des téléphones satellites Thuraya et les troupes portaient des armes de petit calibre mais peu d'autres types d'armement. Les opérations étaient dirigées vers des sites munis de stocks d'armes qu'ils pouvaient saisir tels que les bases des FACA à Birao ou Ouanda Djallé. Ils ont également confisqué des armes de petit calibre grâce à un programme anti-braconnage (principalement des AK-47, quelques fusils d'assaut automatiques FAL et G3, des pistolets mitrailleurs MAT49 et des fusils à répétition MAS-36).<sup>30</sup>



Des soldats de la FOMUC patrouillent les rues de Birao, décembre 2006. © Francesco Fontemaggi/AFP/Getty Images

### Les groupes armés dans le nord-ouest de la RCA: la filiation tchadienne

La violence armée dans le nord-ouest de la RCA, notamment autour de Paoua, s'est intensifiée pendant la deuxième partie de l'année 2005. Paoua étant le lieu de naissance de Patassé, Bozizé et Déby se méfient grandement de ses habitants. Déby a dépêché des soldats le long de la frontière afin de réprimer toute tentative de soulèvement, mais à la mi-2005, il fut contraint de les redéployer à l'est du Tchad, où des rebelles soutenus par le Soudan menaçaient sa main mise sur le pouvoir.<sup>31</sup> Cette décision s'avéra être décisive pour la RCA.

Tableau 2 **Groupes armés en RCA, janvier 2007**

	Nom	Leadership	Objectifs et caractéristiques	Situation géographique
Nord-est	Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), une coalition comprenant le: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe d'action patriotique pour la libération de Centrafrique</li> <li>• Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice</li> <li>• Front démocratique centrafricain</li> </ul>	Politique: Abakar Sabone, Michel Detodia Militaire: Faki Ahmat (« Colonel Marabout ») Opérations: « Capitaine Yao », Damane Zakaria	Exige que Bozizé se retire ou partage le pouvoir, affirme que les pratiques d'exclusion et anti-musulmanes ainsi que la corruption généralisée du gouvernement de Bozizé l'a contrainte à prendre les armes.	Gordil et Tiringoulou
	Mouvement pour la paix, la reconstruction, et le développement (MPRD), groupe rebelle tchadien, alliance vague avec l'Union des forces pour la démocratie et le développement de Mahamat Nour.	Djibrine Dasset, ancien collaborateur de Déby, accusé d'avoir attaqué les casernes militaires près de N'Djamena en novembre 2005	Déloger Déby.	Serait posté près de Gordil
Nord-ouest	Armée populaire pour la restauration de la république et la démocratie (APRD)	Anciennement le lieutenant Jean-Jacques « Larma » Larmassoum, aujourd'hui le lieutenant Ndjadder Mounoum-baye, tous deux ex-FACA	Exige que Bozizé partage le pouvoir, affirme protéger les villages des exactions perpétrées par les forces de sécurité gouvernementales, revendique le soutien de Patassé, se livre également au banditisme.	Région de Paoua
	Union des forces républicaines (UFR)	Lieutenant Florian Ndjadder, a quitté les FACA en 2004	Affirme protéger les villages des exactions commises par les forces de sécurité gouvernementales, revendique le soutien de Patassé, se livre également au banditisme.	Serait basée dans la région de Paoua
	Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC)	Abdulaye Miskine, chef tchadien d'une milice sous les ordres de Patassé basée au nord-ouest.	Ne semble pas être une force cohésive à ce jour, pourrait être liée à l'APRD.	Non identifiée
	Mouvement patriotique pour la restauration de la république centrafricaine (MPRC)	Stève Gueret	Ne semble plus être une force cohésive.	Se trouvait auparavant autour de Bossangoa

Sources: Human Rights Watch (2007), Conseil de sécurité des Nations Unies (2006a)

Le départ des forces tchadiennes<sup>32</sup> créa un vide sécuritaire dont profitèrent des groupes armés centrafricains inconnus pour multiplier les attaques contre les communautés frontalières de septembre à décembre 2005. Certains combattants se réclament de Patassé. Les FACA et les soldats de la garde républicaine envoyés dans la région pour apaiser la situation l'ont au contraire embrasée, en perpétrant des actes de violence systématique à l'encontre de la population civile, qu'ils accusent d'avoir soutenu les rebelles. Les rebelles ont également ciblé des civils, qu'ils soupçonnaient d'avoir collaboré avec les forces gouvernementales. En 2006, le conflit s'est répandu jusqu'au couloir de Kaga Bandoro et Kabo, à 350 km au nord de Bangui.<sup>33</sup>

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a identifié quatre groupes rebelles principaux dans la région dans son rapport en date du 27 juin 2006, dont

plusieurs chefs rebelles ont déserté les rangs des FACA.<sup>34</sup> À la fin 2006, deux groupes semblaient constituer la plus forte présence terrestre: l'Armée populaire pour la restauration de la république et la démocratie (APRD), dont le porte parole Jean-Jacques « Larma » Larmassoum (un collaborateur de longue date de Patassé) a été arrêté à Bangui et condamné à la détention à perpétuité le 18 août 2006 et l'Union des forces républicaines, dirigée par le lieutenant Florian Ndjadder, le fils d'un général (depuis décédé) ancien proche de Patassé. Ces groupes sont composés d'un petit noyau de combattants, une force de frappe d'à peine

quinze hommes permanents par groupe, selon une de nos sources. Ils recrutent au sein des populations locales pour satisfaire les besoins lors d'opérations, tout en gardant un contrôle absolu sur l'armement, qui comprend des grenades et des armes automatiques. Un groupe d'une centaine d'hommes a lancé une offensive sur Paoua le 14 janvier 2007; les combats auraient sévi pendant plusieurs jours.<sup>35</sup>

La violence a engendré des déplacements massifs au sein de la population. Des villages entiers fuient vers le maquis lorsqu'ils entendent le son des véhicules qui s'approchent, que ceux-ci appartiennent aux rebelles ou aux forces

La violence au nord-ouest de la RCA a engendré des déplacements massifs de civils.

gouvernementales.<sup>36</sup> En janvier 2007, l'UNHCR a estimé que 50,000 personnes avaient déjà fui vers le Tchad, parmi lesquelles 48,000 vivent près de Goré au Tchad, dans les camps de Gondjé, Amboko et Yaroungou. 20,000 déplacés supplémentaires vivent au Cameroun. Les déplacements internes sont encore plus importants: 150,000, dont 60,000 dans les seules préfectures de Ouham et Ouham-Pende dans la région de Paoua.<sup>37</sup> La militarisation des réfugiés ou des personnes déplacées dans la région, par le biais du harcèlement ou du recrutement, continue de constituer une menace.

## La réponse internationale

Bien que la RCA n'attire pas l'attention des médias internationaux, celle-ci a été le théâtre d'importantes interventions internationales depuis des années, allant de coopérations militaires bilatérales à des opérations de soutien de la paix d'ordre régional ou international.

L'assistance militaire française a joué un rôle majeur dans la capacité du gouvernement de Bozizé à étouffer la rébellion. Des avions militaires français ont été utilisés à des fins de reconnaissance début janvier 2006. Au lendemain des attaques sur Birao, la France a dépêché quarante soldats supplémentaires en renfort des 220 déjà sur place. Grâce au soutien aérien apporté par les Mirages, les soldats français et les FACA ont repris Birao le 27 novembre, et d'autres villes assiégées les jours

suivants. Les soldats français ont également été envoyés dans de plus grandes villes, notamment Bria et Ndélé afin de devancer l'arrivée potentielle des rebelles.<sup>38</sup> Les troupes françaises sont toujours stationnées à Birao, en particulier pour protéger le secteur des groupes armés mais aussi pour dissuader les troupes des FACA de s'en prendre à la population civile.

Après une longue histoire d'opérations modestes de maintien de la paix régionales et onusiennes, le Conseil de sécurité envisage une fois de plus un déploiement régional de plus grande envergure afin d'éviter que le conflit ne s'étende au-delà du Darfour. Aux termes de la résolution 1706 du Conseil de sécurité des Nations Unies en date du 31 août 2006, un contingent de forces de paix a été proposé pour le Tchad et la RCA. Dans son rapport ultérieur, le Secrétaire général a mis en avant deux options de maintien de la paix. Toutes deux impliquent le déploiement d'un bataillon à Birao, d'où l'activité transfrontalière des éléments armés pourrait être surveillée (voir encart 2). La police civile accompagnerait le bataillon quelle que soit l'option retenue. L'option la plus forte comprendrait la protection de la population civile et nécessiterait un soutien logistique renforcé: environ 300 casques bleus, 200 personnels de soutien, de 50 à 80 officiers de protection des civils et officiers des droits de l'homme. Bozizé a affirmé publiquement que toute présence multinationale serait la bienvenue.

Des casques bleus de l'ONU postés dans le nord-est de la RCA pourraient surveiller et défendre la frontière avec le Soudan et ainsi dissuader les attaques prédatrices des forces de sécurité gouvernementales et des groupes armés, lancées à l'encontre des civils. Néanmoins, si leur mandat est limité d'un point de vue géographique ou logistique, la nature poreuse de la frontière déjouera sans doute leurs efforts.

Bien que le déploiement de forces de paix régionales présente de nombreux avantages, toujours est-il que le Tchad restera la priorité de toute opération de maintien de la paix. Une opération sur les deux fronts, le Tchad et la RCA, serait menée par une seule force, rendant ainsi le maintien de la paix en RCA tributaire d'un éventuel déploiement au Tchad. L'option B semble être la plus plausible,<sup>40</sup> alors que le Conseil de sécurité s'apprête à faire un choix en février à partir des conclusions de la mission d'assistance technique. Les préparatifs en vue du déploiement commencent alors immédiatement.

Le cadre politique pour la paix entre le gouvernement et les groupes rebelles, jusqu'ici inconnu, pourrait voir le jour. Le 25 janvier 2007, Bozizé a rencontré pour la première fois Abdoulaye Miskine à Sirte en Lybie. Cette réunion pourrait indiquer une volonté réciproque d'œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu. Qu'elle dessine les contours d'un processus de paix durable ou pas, cette amorce de dialogue réduit fortement la probabilité que les forces de paix soient considérées par les rebelles comme étant progouvernementales.

### Encart 2 La résolution 1706 du Conseil de sécurité et les options de maintien de la paix

La résolution 1706 a élargi le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) afin d'inclure les efforts suivants:

Prêter concours pour la recherche de solutions aux problèmes de sécurité régionale en liaison étroite avec l'action menée à l'échelon international pour améliorer les conditions de sécurité dans les régions voisines, le long des frontières entre le Soudan et le Tchad et entre le Soudan et la République centrafricaine, notamment par la mise en place d'une présence multidisciplinaire comprenant des spécialistes des affaires politiques, du personnel humanitaire et militaire et des officiers de liaison de la police civile affectés dans des lieux critiques au Tchad, y compris dans les camps de personnes déplacées et de réfugiés et, le cas échéant, en République centrafricaine, et contribuer à l'application de l'Accord [de ne pas accueillir de groupes rebelles] entre le Soudan et le Tchad signé le 26 juillet 2006.

La mission d'évaluation des Nations Unies a proposé deux options de déploiement de casques bleus en RCA:

- Option A—Mission d'observation: une mission d'observation aurait pour mandat d'observer la situation dans les zones frontalières. Elle assurerait la liaison avec les parties, donnerait l'alerte rapidement et contribuerait à améliorer les conditions de sécurité grâce à des mesures de confiance et de prévention;
- Option B—Mission d'observation et de protection: outre les activités susmentionnées, une mission d'observation et de protection plus importante contribuerait à améliorer la sécurité dans la région de la frontière en offrant une certaine protection, dans la limite de ses moyens, aux civils qui se trouveraient directement menacés.<sup>39</sup>

## Conclusion

Fort du présumé soutien des forces soudanaises, les groupes rebelles de la RCA ont récemment multiplié leurs attaques en exploitant les vides sécuritaires au Tchad provoqués par la crise du Darfour. Cette conjoncture menace de plonger davantage la RCA dans le climat volatile du Soudan. L'opération internationale de soutien de la paix envisagée pour la RCA et le Tchad est principalement axée sur ce dernier, et pourrait s'avérer trop faible pour être capable de gérer l'instabilité régnante en RCA.

La situation sur le terrain en RCA reste floue et très instable. Les rebelles basés à Gordil et Tiringoulou sont bien armés, bien entraînés et motivés, bien qu'ils n'aient pas encore la possibilité de se mobiliser à l'échelle nationale.



## Un déploiement initial à la Vakaga est une première étape raisonnable en vue de soutenir les efforts fournis par les FACA, la France et la CEMAC.

Des observateurs ont constaté qu'ils pourraient facilement reprendre Ndélé à partir de Gordil, ce qui porterait un coup symbolique à Bangui. En outre, faute d'un déploiement important de casques bleus, la région pourrait progressivement tomber aux mains d'éléments armés soutenus par le Soudan. En effet, celle-ci reste un axe stratégique pour lancer des attaques contre le Darfour et l'est du Tchad. Au nord-ouest de la RCA, le conflit a engendré des déplacements internes massifs et le nombre de civils touchés ne cesse d'augmenter. Le risque de militarisation des réfugiés, déjà en cours au Tchad, pourrait renforcer davantage l'insécurité ambiante.

Le renforcement des troupes de la FOMUC et des FACA serait une alternative au déploiement de casques bleus. Cependant, la FOMUC est considérée comme une force tchadienne à l'échelle locale.<sup>41</sup> Son renforcement pourrait être interprété comme un soutien à Déby, à moins que de grands efforts soient fournis en vue de minimiser le lien perçu entre le conflit tchadien et l'insécurité en RCA. Il est fort probable que les forces tchadiennes en RCA, seules ou au sein d'une opération multidisciplinaire de maintien de la paix, emploient la force de manière excessive au cours de leurs interventions. Ce constat suggère que la promotion de l'ordre public et des droits de l'homme pourrait être mieux garantie par d'autres entités.

La formation et la préparation d'une opération de soutien de la paix de grande envergure est une option envisageable, bien que cela prendra près de six mois ou plus. En outre, si cette force rejoint la RCA pendant la saison des pluies, son déploiement sera sans aucun doute reporté. Ainsi, le déploiement initial et ciblé d'une force réduite à la Vakaga est une première étape raisonnable en vue de soutenir les efforts fournis par les FACA, la France et la CEMAC. Le rassemblement ou l'entraînement de troupes le long de la frontière tchado-soudanaise en vue d'un déploiement plus large n'est pas nécessaire et prendra trop de temps. ■

### Notes

Ce document d'information sur le Soudan présente les résultats d'une enquête réalisée sur le terrain en décembre 2006 par Louisa N. Lombard.

- 1 Conseil de sécurité des Nations Unies (2006b).
- 2 CEMAC ; la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale comprend six membres: le Cameroun, la RCA, le Tchad, la Guinée équatoriale, le Gabon et la République du Congo (Brazzaville).
- 3 Voir HSBA Document d'information 4.
- 4 *Africa Confidential* (2002).
- 5 Berman (2006, p. 36).
- 6 IRIN (2004).
- 7 Entretien avec un agent de l'UNHCR, Bangui, décembre 2003.
- 8 Entretien avec un représentant du Comité des réfugiés soudanais, Mboki, 15 décembre 2006.
- 9 Entretien avec un agent de l'UNHCR en RCA, Bangui, 12 décembre 2006.
- 10 ICG (2006).
- 11 Entretien avec un agent de l'Union Européenne, Bangui, 18 décembre 2006.
- 12 IRIN (2006a).
- 13 Le CEN-SAD est composé de 23 états membres, principalement des régions du Sahel et du Sahara mais au-delà également, comme le témoigne la RCA.
- 14 Berman (2004).
- 15 Entretien avec un lecteur de FBIS (le *Foreign Broadcast Information Service*), Bangui, 10 décembre 2006.
- 16 Conseil de sécurité des Nations Unies (2006b, para. 53).
- 17 Chaque gouvernement a accusé l'autre de soutenir ses groupes rebelles respectifs. A présent, la violence liée au Darfour sévit aussi bien sur le territoire soudanais que sur le territoire tchadien.
- 18 Lorsque le coup d'État fut mené avec succès, un tiers de ses forces étaient tchadiennes. Entretien avec Marielle Debos, doctorante en sciences politiques, Institut d'études politiques de Paris, New York, 10 janvier 2007.
- 19 Entretien avec un représentant du Programme alimentaire mondial, Bangui, 18 décembre 2006.
- 20 Entretien avec des sources militaires, RCA, 12-13 décembre 2006.
- 21 Berman (2006, pp. 48-59).
- 22 Correspondance avec Marielle Debos, doctorante en sciences politiques, 13 décembre 2006.

- 23 Entretien avec une source militaire, RCA, 13 décembre 2006.
- 24 IRIN (2006b).
- 25 *Africa Confidential* (2006).
- 26 Les combattants qui ont aidé Bozizé à s'emparer du pouvoir sont collectivement appelés les « ex-libérateurs ». De nombreux « ex-libérateurs » tchadiens se sont désolidarisés de Bozizé du fait qu'il n'a pas payé les 10 millions francs centrafricains (environ USD 20,000) qu'ils leur aurait promis en échange de leur aide dans la prise de Bangui.
- 27 Reuters (2006).
- 28 Damane a été tué pendant les opérations des troupes françaises et des FACA qui ont permis de reprendre les villes centrafricaines des mains des rebelles fin novembre et début décembre 2006, alors que Yao séjournerait toujours près de Gordil.
- 29 Entretien avec un membre de l'UFDR, Sangha, 22 décembre 2006.
- 30 Ces armes ont été récupérées ultérieurement et restituées au gouvernement à Bangui.
- 31 ICG (2006).
- 32 En novembre 2006, Déby a envoyé 150 soldats dans la ville frontalière de Goré afin de soutenir les opérations des FACA aux termes de l'Accord frontalier tripartite signé en août 2005 entre le Tchad, la RCA et le Cameroun, qui permet aux soldats des trois pays de traverser leurs territoires respectifs à la poursuite de groupes armés ou criminels.
- 33 Conseil de sécurité des Nations Unies (2006a).
- 34 Conseil de sécurité des Nations Unies (2006a).
- 35 AP (2007).
- 36 Entretien avec un représentant du Comité international de la Croix Rouge, Bangui, 14 décembre 2006.
- 37 UNHCR (2007).
- 38 Entretien avec une source militaire, Bangui, 19 décembre 2006.
- 39 Conseil de sécurité des Nations Unies (2006b).
- 40 Entretien avec un représentant des Nations Unies, New York, 30 janvier 2006.
- 41 Il est probable que parmi les 350 à 380 hommes qui composent la FOMUC, moins d'un tiers soient tchadiens (les autres sont gabonais et congolais), mais l'opinion est convaincue que le Tchad assume le plus grand rôle opérationnel au sein des forces.

### Bibliographie

- AFP (Agence France Presse). 2006. 'Central African Republic Gets Help to Fight Rebels.' 18 novembre.
- Africa Confidential*. 2002. 'Central African Republic: Enemy's Enemy.' Vol. 43, No. 7, 5 avril. <<http://www.africa-confidential.com/index.aspx?pageid=7&articleid=418>>

- . 2006. 'Sudan Targets Chad.' Vol. 47, No. 24, 1<sup>er</sup> décembre.
- AP (Associated Press). 2007. 'Rebels Attack Northwestern Towns in Central African Republic.' 15 janvier.
- Berman, Eric G. 2004. 'African regional organisations' peacekeeping experiences and capabilities.' *Conflict Trends*. Vol. 2, pp. 27-33.
- . 2006. *La République Centrafricaine: une étude de cas sur les armes légères et les conflits*. Rapport spécial. Genève: Small Arms Survey.
- France. Ministère des affaires étrangères. 2006. 'Dossier RCA.' *Frères d'armes*. No. 251, pp. 7-34. <[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/defense-securite\\_9035/cooperation-militaire-defense\\_9037/revue-freres-armes\\_12582/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/defense-securite_9035/cooperation-militaire-defense_9037/revue-freres-armes_12582/index.html)>
- HRW (Human Rights Watch). 2007. 'They Came Here to Kill Us: Militia Attacks and Ethnic Targeting of Civilians in Eastern Chad.' Vol. 19, No. 1(A), janvier.
- ICG (International Crisis Group). 2006. 'Tchad: Vers le retour de la guerre?' 1<sup>er</sup> juin.
- IRIN. 2004. 'CAR: Report on the Anticipated Sudanese Peace Accord.' 24 mars.
- . 2006a. 'CAR-Chad: 33 Die in Army-Rebel Fighting.' 29 juin.
- . 2006b. 'CAR: Rebels Call for Dialogue After Capturing Key Town.' 2 novembre.
- ISS (Institute for Security Studies). 2005. 'Profile: Community of Sahel-Saharan States.' <[http://www.iss.co.za/af/regorg/unity\\_to\\_union/censadprof.htm](http://www.iss.co.za/af/regorg/unity_to_union/censadprof.htm)>
- Reuters. 2006. 'Central African Rebel Leaders Arrested au Bénin.' 25 novembre.
- UNHCR (Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). 2007. 'Fact Sheet: République centrafricaine.' Janvier. Avec l'aimable autorisation de Nicolas Rost.
- UNSC (Conseil de sécurité des Nations Unies). 1998. Résolution 1159. S/RES/1159. 27 mars.
- . 2006a. *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du bureau de soutien des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine*. S/2006/441. 27 juin.
- . 2006b. *Rapport du Secrétaire général sur le Tchad et la République centrafricaine en application des paragraphes 9(d) et 13 de la résolution 1706 (2006) du Conseil de sécurité*. S/2006/1019. 22 décembre.

## Publications HSBA

### Documents d'information sur le Soudan

**Numéro 1** septembre 2006

*Persistent threats: Widespread human insecurity in Lakes State, South Sudan, since the Comprehensive Peace Agreement*

**Numéro 2** octobre 2006

*Armed groups in Sudan: The South Sudan Defence Forces in the aftermath of the Juba Declaration*

**Numéro 3** novembre 2006

*Anatomy of civilian disarmament in Jonglei State: Recent experiences and implications*

**Numéro 4** décembre 2006

*No dialogue, no commitment: The perils of deadline diplomacy for Darfur*

### Documents de travail sur le Soudan

**Numéro 1** novembre 2006

*The South Sudan Defence Forces in the wake of the Juba Declaration*, par John Young

**Numéro 2** février 2007

*Violence and victimization in South Sudan: Lakes State in the post-CPA period*, par Richard Garfield



## À propos de HSBA

Le bilan en matière de sécurité humaine (HSBA) s'inscrit dans un programme de recherche sur deux ans (2005-2007), administré par le Small Arms Survey, un projet de recherche indépendant intégré à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève.

Il a été mis au point en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères du Canada, la MINUS, le PNUD et un large éventail d'ONG partenaires soudanaises ou internationales. En produisant et diffusant activement des recherches empiriques ponctuelles, ce projet œuvre en faveur des programmes de désarmement, démobilisation et de réinsertion (DDR), de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), ainsi que des interventions de maîtrise des armements dans la perspective de promouvoir la sécurité. Le bilan est réalisé par une équipe multidisciplinaire de spécialistes de la région, la santé publique et la sécurité. Il analyse la distribution de la violence armée sur le territoire soudanais et suggère la mise en œuvre de politiques destinées à réduire l'insécurité.

Les *documents d'information sur le Soudan* permettent de faire un zoom régulier sur l'actualité du pays. Les numéros suivants seront axés sur des sujets variés, tels que les groupes armés, le commerce et transfert des armes de petit calibre à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan ainsi que les taux de victimisation. Le HSBA publie également une série de documents de travail ponctuels et accessibles, disponibles en

anglais et en arabe sur le site [www.smallarmssurvey.org](http://www.smallarmssurvey.org) (cliquer sur Soudan).

Le HSBA est soutenu par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Canada et le UK *Government Global Conflict Prevention Pool*.

## Crédits

Mise en page: Richard Jones ([rmjones@onetel.com](mailto:rmjones@onetel.com))

Cartographie: Jillie Luff, MAPgrafix

Traduction: Alexandra Bigaignon

## Nous contacter

Pour toute information supplémentaire ou si vous souhaitez réagir, veuillez contacter Claire Mc Evoy, chef de projet HSBA, à l'adresse suivante: [mcevoy@hei.unige.ch](mailto:mcevoy@hei.unige.ch).

Sudan Human Security Baseline Assessment

Small Arms Survey

47 Avenue Blanc

1202 Genève

Suisse

Tél.: +41 22 908 5777 Fax: +41 22 732 2738

Site Web: [www.smallarmssurvey.org/sudan](http://www.smallarmssurvey.org/sudan)

